

# GE\_GERICHTE ACPR/292/2024 vom 9. Februar 2024

GE Cour de justice, 2024-02-09, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACPR\\_292\\_2024](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACPR_292_2024)

FR: GE\_GERICHTE ACPR/292/2024 du 9 février 2024

IT: GE\_GERICHTE ACPR/292/2024 del 9 febbraio 2024

## Erwägungen

### E. 1

Partie à la procédure, en tant que prévenu (art. 104 al. 1 let. a CPP), le requérant a qualité pour agir (art. 58 al. 1 CPP), et la Chambre de céans est compétente pour connaître de sa requête, dirigée contre un membre du Ministère public (art. 59 al. 1 let. b CPP).

### E. 2.1

Conformément à l'art. 58 al. 1 CPP, la récusation doit être demandée sans délai, dès que la partie a connaissance du motif de récusation, c'est-à-dire dans les jours qui suivent la connaissance de la cause de récusation, sous peine de déchéance (ATF 140 I 271 consid. 8.4.3 p. 275). En matière pénale, n'est pas tardive la requête formée après une période de six ou sept jours (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_118/2020 du 27 juillet 2020 consid. 3.2 et les arrêts cités).

### E. 2.2

En l'occurrence, on ne perçoit pas dans quel événement précis – et suffisamment proche du dépôt de sa requête – le requérant voit un motif d'inimitié du cité contre lui. En réalité, il se livre à une longue narration de la procédure, en pointant pratiquement chaque développement comme un motif de suspicion.

- 6/11 - PS/17/2024 Or, dans la configuration dite de la « goutte d'eau qui fait déborder le vase » (puisque telle est la formulation qu'il emploie), le requérant méconnaît que – comme le Tribunal fédéral l'a déjà jugé (p. ex. arrêt 1B\_163/2022 du 27 février 2023 consid. 3.1.) –, l'examen d'événements passés, dans le cadre d'une appréciation globale, n'est admis que si la dernière occurrence constitue en elle-même un motif de récusation ou, à tout le moins, un indice en faveur d'une apparence de prévention. Cependant, même s'il est admis que la partie qui demande la récusation d'un magistrat puisse se prévaloir, au moment d'invoquer une suspicion de prévention, d'une appréciation globale des erreurs qui auraient été commises en cours de procédure, il ne saurait, pour autant, être toléré qu'une répétition durable de l'accusation de partialité apparaisse comme un moyen de pression sur le magistrat pour l'amener progressivement à se conformer aux seules vues de la partie (ibid.).

### E. 2.3

À cet égard, on peine à trouver, dans le mémoire du requérant, même dans la partie intitulée « IV. Motivation & Droit », quel acte du cité, remontant à six ou sept jours avant le dépôt de la requête, manifesterait une prévention contre lui. Il semble que le requérant, en dernier lieu, tire parti de la date à laquelle il a obtenu l'accès au dossier, soit le 7 février 2024 (requête pp. 23 et 27). Ce jour-là, il aurait découvert (ibid.) les rapports de renseignements du 9 janvier 2024, à teneur desquels, pour le premier, des noms de possibles toxicomanes étaient apparus par suite de l'exploitation de son téléphone portable et, pour le second, plus

aucune image vidéo des transports publics n'était disponible après l'expiration de cinq jours. Il aurait, de même, découvert à cette occasion que sa copie du dossier était incomplète (requête p. 17). On peut donc admettre qu'il a agi sans délai, au sens qui vient d'être rappelé, puisqu'il s'est adressé à la Chambre de ceans deux jours après avoir pris connaissance du dossier, auquel il n'avait pas eu accès plus tôt.

### **E. 3**

On chercherait cependant en vain quelle apparence de partialité ou d'inimitié contre lui montrerait le contenu du dossier.

#### **E. 3.1**

Un magistrat est récusable, selon l'art. 56 let. f CPP, lorsque d'autres motifs, notamment un rapport d'amitié étroit ou d'inimitié avec une partie ou son conseil, sont de nature à le rendre suspect de prévention. Cette disposition a la portée d'une clause générale recouvrant tous les motifs de récusation non expressément prévus aux lettres précédentes. Elle correspond à la garantie d'un tribunal indépendant et impartial instituée par les art. 30 al. 1 Cst. et 6 § 1 CEDH (ATF 144 I 234 consid. 5.2 ; 143 IV 69 consid. 3.2). Elle n'impose pas la récusation seulement lorsqu'une prévention effective du magistrat est établie, car une disposition interne de sa part ne peut guère être prouvée. Il suffit que les circonstances donnent l'apparence de la prévention et fassent redouter une activité partielle du magistrat. Seules les circonstances constatées objectivement doivent être prises en considération. Les

- 7/11 - PS/17/2024 impressions purement individuelles d'une des parties au procès ne sont pas décisives (ATF 144 I 159 consid. 4.3). En tant que direction de la procédure (art. 61 let. a CPP), l'attitude et/ou les déclarations du procureur ne doivent pas laisser à penser que son appréciation quant à la culpabilité du prévenu serait définitivement arrêtée (art. 6 et 10 CPP ; arrêts du Tribunal fédéral 1B\_430/2015 du 5 janvier 2016 consid. 3.2 = SJ 2017 I 50 ; 1B\_384/2017 du 10 janvier 2018 consid. 4.3). La récusation n'a pas pour finalité de permettre aux parties de contester la manière dont est menée l'instruction et de remettre en cause les différentes décisions incidentes prises par la direction de la procédure. En effet, il appartient aux juridictions de recours normalement compétentes de constater et de redresser les erreurs éventuellement commises dans ce cadre (ATF 143 IV 69 consid. 3.2).

#### **E. 3.2**

En l'espèce, il est établi et non contesté que la police s'est vu prier par le cité, selon mandats d'actes d'enquête des 21 novembre et 19 décembre 2023, de, successivement, exploiter le contenu du téléphone portable du requérant et rechercher et saisir d'éventuelles images de la vidéo-surveillance utilisée dans les transports publics. Aucun de ces rapports ne révèle en lui-même que le cité aurait fait preuve de partialité, p. ex. en s'étant immiscé dans l'exécution des actes demandés ou en l'ayant orientée en défaveur du requérant. Leur auteur se borne à relater, à titre liminaire et factuel, avoir été chargé (par le cité, qui n'est pas nommé) des investigations dont ces rapports rendent compte. À supposer que soit critiquée la décision de décerner les mandats d'enquête correspondants, on relèvera que la détention du requérant appelait une célérité particulière (art. 5 al. 2 CPP) et que les missions confiées à la police apparaissent tout ce qu'il y a de plus usuel dans les problématiques analogues. Sous l'angle des charges (art. 221 al. 1 CPP) et en gardant à l'esprit le rôle des téléphones portables dans le trafic illicite de stupéfiants (cf. not. les arrêts du Tribunal fédéral cités dans la décision susmentionnée ACPR/988/2023 consid. 2.2. et 2.3), on ne peut que qualifier de prioritaire l'investigation du contenu de l'appareil saisi en main du requérant.

Le cité en a chargé la police sans désespérer, notamment en commençant par rendre une ordonnance de perquisition et séquestre. À s'en tenir à la chronologie fournie à ce sujet par le cité dans ses observations – dont le requérant, dans sa réplique, ne prétend à juste titre pas qu'elle serait inexacte, puisque chaque étape est documentée au dossier –, on ne voit pas d'indice de partialité dans l'enchaînement des décisions prises. Ainsi, le cité a mis fin à toute exploitation des données du téléphone sur simple demande du requérant, avant même que le recours au Tribunal fédéral (cause 7B\_141/2024) ne fût déposé contre la levée

- 8/11 - PS/17/2024 des scellés par le TMC et, a fortiori, avant que des mesures provisionnelles ne fussent ordonnées par la Haute Cour. Pour ce qui est de l'effet de ses contestations procédurales successives, le requérant est au surplus renvoyé aux dispositions légales réglant l'effet suspensif contre les décisions des autorités cantonales, singulièrement en matière de scellés et de séquestre.

### **E. 3.3**

Quant à la recherche d'images vidéo, le requérant méconnaît qu'elle a été entreprise à sa suggestion expresse. Cela suffit à montrer l'inanité de son grief selon lequel le cité l'aurait ignorée et qu'il ne mènerait l'instruction qu'à charge. Que cette investigation n'ait pas été ordonnée à réception de la demande du requérant n'y change rien. D'ailleurs, celui-ci ne prétend pas que le cité aurait su ou dû savoir que la durée de conservation d'éventuelles images de vidéo-surveillance ne dépassait, en l'occurrence, pas cinq jours. Le requérant, ou son avocat, l'ignoraient manifestement aussi, puisque leur suggestion le pressant d'agir partait de l'idée que l'effacement n'interviendrait pas avant l'écoulement d'une semaine. L'insinuation que le mandat y relatif eût placé le policier mandaté en situation d'adapter ensuite sa version du déroulement de l'appréhension est aussi conjecturale (puisque l'investigation fut infructueuse) que déplacée, tant à la forme qu'au fond (puisque la récusation d'un enquêteur est prévue par la loi, mais n'est pas en jeu ici). Savoir s'il eût été plus judicieux que l'IGS fût chargée d'exécuter ce mandat est oiseux : le requérant se plaçait – à l'époque – sur le terrain des soupçons insuffisants à fonder son appréhension et sa détention provisoire, mais non sur celui d'actes délictueux de la police. Après qu'il a formellement déposé plainte pénale contre celle-ci, le 7 décembre 2023, une procédure a été ouverte par le Procureur général, qui a saisi l'IGS (cf. ACPR/.../2024). Dans ces circonstances, accuser le cité, comme s'y risque le requérant, d'entrave à l'action pénale (requête, p. 27), voire de « destruction de preuve » (réplique, p. 13) est hors de propos. Enfin, on ne voit pas comment des déterminations écrites à l'attention du Tribunal fédéral, sur un recours précisément interjeté, traduirait un manque de distance blâmable du cité. En définitive, le requérant semble considérer, mais à tort, que la pertinence, la nature, l'ordre et le moment des investigations, voire le choix de l'enquêteur chargé d'y procéder, dépendraient de sa seule appréciation à lui et que ne pas s'être rallié à cette appréciation rendait, peu ou prou, le magistrat suspect de prévention.

### **E. 3.4**

Le grief d'avoir reçu un dossier incomplet n'est pas mieux fondé. On ne voit pas en quoi le changement de statut (de « personne appelée à donner des renseignements » en « témoin ») de deux possibles acheteuses de stupéfiants serait

- 9/11 - PS/17/2024 une marque de partialité – et encore moins comment pourrait l'être le fait de ne l'avoir pas motivé. Conférer le second statut, qui emporte des obligations plus strictes que le premier (cp. la teneur des art. 177 et 181 CPP), ne paraît pas a priori

défavorable au requérant, dans le cas d'espèce. D'ailleurs, celui-ci ne prétend rien de tel.

#### **E. 4**

Il s'ensuit que les autres faits et griefs soulevés dans la requête n'ont pas à être examinés, car ceux traités ci-dessus ne sont pas la marque d'une prévention du cité. Les autres faits eussent-ils été découverts seulement à réception d'une copie du dossier, que le refus de statuer, d'écarter des pièces et/ou de laisser consulter le dossier en tout ou partie, le rejet de réquisitions de preuve, l'imputation d'antécédents sont des griefs qui, tous, pouvaient être invoqués, corrigés ou rectifiés en empruntant les voies de droit à disposition.

#### **E. 5**

Pour le surplus, la décision sur l'existence et le sort d'éventuelles preuves illégales – qui doit être distinguée de l'annulation d'actes de procédure, au sens de l'art. 60 al. 1 CPP – ne se prend pas en instance de récusation.

#### **E. 6**

Ce qui précède rend sans objet toutes mesures provisionnelles, indépendamment de leur admissibilité en procédure de récusation.

#### **E. 7**

La requête sera par conséquent rejetée.

#### **E. 8**

Le requérant, qui succombe, supportera les frais de la procédure (art. 59 al. 4 CPP), fixés à CHF 1'000.-. En effet, bien qu'il plaide dans la procédure principale sous le régime de la défense d'office, il ne l'a pas demandé pour la présente instance ; et ses griefs apparaissaient d'emblée dénués de chances de succès, de sorte qu'il n'eût de toute façon pas pu l'obtenir, faute d'erreurs de procédure à relever au sens de l'art. 56 let. f CPP (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_507/2022 du 22 février 2023 consid. 4.4.).

#### **E. 9**

Pour les mêmes motifs, le requérant, qui conclut à une indemnité valant participation aux honoraires de son avocat, n'a pas à être indemnisé. \* \* \* \* \*

- 10/11 - PS/17/2024

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.